

POINTS FORTS



Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire : approches éprouvées et nouveaux investissements

Briefing de Bruxelles sur le développement n° 29

Bruxelles, 27 septembre 2012

Le 27 septembre 2012, le CTA a organisé le 29e Briefing de Bruxelles sur le développement, dans le cadre d'une série de briefings bimensuels sur le développement portant sur des questions de développement rural ACP-UE. Près de 200 participants se sont réunis à Bruxelles pour aborder les enjeux et les perspectives pour l'agriculture et la sécurité alimentaire face au changement climatique. .

Partenaires du briefing :

- CTA
- Commission européenne - DG DEVCO
- Groupe et Secrétariat ACP
- Concord
- Le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF)
- Le Programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS), CGIAR

Pour plus d'information sur les Briefings de Bruxelles sur le Développement visitez

<http://bruxellesbriefings.net>



Antonio Recca



Achille Bassilekin III



Tony Simons

Antonio Recca, représentant du directeur de la section agriculture, élevage et pêche à la DG DEVCO de la Commission européenne, a souligné l'importance de l'agriculture pour l'UE et l'impact de la coopération, tel que détaillé dans le [Programme pour le changement](#). La Commission européenne cherche à appuyer des actions concrètes pour renforcer la résilience des systèmes agricoles comme ceux mis en place par le [Forum pour la recherche agricole en Afrique \(FARA\)](#), y compris leur projet [Africa Adapt](#) qui vise à améliorer les moyens de subsistance des populations vulnérables et à les aider à s'adapter au changement climatique; [l'Alliance mondiale contre le changement climatique](#) (AMCC) qui organise des activités relatives au changement climatique, aux terres agricoles et aux moyens de subsistance et qui renforce la résilience des systèmes agricoles ; le programme de [surveillance pour l'environnement et la sécurité en Afrique](#) (MESA) dont l'objectif est de développer des TIC pour améliorer la sécurité en Afrique ; et le projet TerreAfrica, en collaboration avec la Banque mondiale, qui vise la gestion durable des terres.

Achille Bassilekin III, Secrétaire général

adjoind pour le Développement économique durable et le Commerce du Secrétariat ACP, a expliqué que l'agriculture restera le secteur le plus important pour bon nombre de pays ACP et la source essentielle de la production alimentaire. Le changement climatique a engendré de nombreux défis pour l'agriculture mondiale : conditions météorologiques extrêmes, hausse des températures, élévation du niveau des mers sont autant de menaces de famine et pourraient mettre péril la réalisation des [objectifs du Millénaire pour le développement](#). Par conséquent, s'ils souhaitent pouvoir atténuer les effets du changement climatique, les membres ACP doivent absolument s'adapter. À brève échéance, des investissements substantiels devraient être consentis pour améliorer la gestion des eaux, les systèmes d'irrigation, la gestion et la planification de l'exploitation des terres, ainsi que pour faciliter la diversification des cultures. À long terme, une politique efficace pourrait contribuer à accroître la sécurité alimentaire.

Tony Simons, le directeur général du Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF), a parlé de l'échéance du Briefing après [Rio+20](#).



Isolina Boto



H.E. Fatumanava III Dr. Pa'olelei Luteru



Sonja Vermeulen



Annette Friis

Le [Défi de Bonn](#) a pour but d'éviter la dégradation et la déforestation de 150 millions d'hectares de terres. Cela ne représente toutefois que 2 % de terres. Au cours des 40 prochaines années, partenariat et innovation seront nécessaires pour produire la même quantité de nourriture qui a été produite durant les 800 dernières années en vue de nourrir la population mondiale. En raison de l'urgence de la problématique, une action et un engagement précoces sont requis pour que la nécessité d'augmenter les investissements soit davantage reconnue et appréciée.

Isolina Boto, manager du bureau CTA de Bruxelles, a insisté sur l'importance du Briefing dans le cadre de la réalisation de la sécurité alimentaire ainsi que de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de celui-ci, alors que les ressources se font de plus en plus rares. Bien que l'agriculture soit responsable d'une partie significative des émissions de gaz à effet de serre, elle représente également une solution pour augmenter la production et promouvoir l'agriculture de manière durable. L'une de ces options repose sur l'agriculture intelligente face au climat en vue d'augmenter la durabilité, de renforcer la résilience des agriculteurs et la sécurité alimentaire des plus démunis, tout en générant des avantages pour l'environnement. L'adaptation au changement climatique est essentielle pour les pays ACP. Sans elle, la sécurité alimentaire pourrait se

retrouver menacée dans de nombreux pays. Pour ce faire, nous devons trouver des technologies intelligentes ainsi que des ressources financières importantes. Le CTA cherche à atteindre la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique simultanément.

Panel 1 : Agriculture, sécurité alimentaire et CC

Le premier panel a présenté les plus importants concepts, enjeux et perspectives pour l'agriculture et la sécurité alimentaire face au changement climatique, et il a été modéré par S.E. Fatumanava III Dr Pa'olelei Luteru, Ambassadeur des Samoa.

Sonja Vermeulen, directrice de la recherche pour le Programme sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire ([CCAFS](#)) au [CGIAR](#) a livré deux messages : Premièrement, le changement climatique aura non seulement des effets négatifs, mais ces derniers ne seront pas répartis de façon égale sur les populations les plus pauvres des pays ACP ; et ensuite, il est urgent d'agir sur la base des principes de développement durable, dont de nouvelles actions axées en particulier sur le changement climatique. Elle a expliqué qu'il était fort probable que les températures connaissent une hausse moyenne de quatre degrés

d'ici la fin du siècle et que celle-ci aurait toute une série d'impacts différents : sécheresses, modifications de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, transitions importantes au sein des écosystèmes et des subsistances et risque croissant pour les populations les plus pauvres. L'agriculture intelligente face au climat tend à consolider la sécurité alimentaire pour les pauvres au niveau des revenus et des rendements, à aider ces derniers à s'adapter à la variabilité du climat et à essayer de réduire l'empreinte écologique, à renforcer la résilience, à équilibrer les compromis et à construire des actifs. Elle doit en outre être « intelligente face aux paysages » : cela signifie que les actions doivent être combinées en vue de préserver et de gérer les marécages et les pâturages. Mais l'agriculture intelligente face au climat ne permettra cependant pas de résoudre à elle seule la question de la sécurité alimentaire. Parmi d'autres mesures d'adaptation devraient figurer les actions suivantes : combler les écarts de rendements au travers de l'intensification durable, d'une augmentation du nombre de politiques pour 2030 et de la gestion du risque climatique, y compris des technologies comme le contrôle des inondations, l'assurance basée sur l'indice, les systèmes d'informations climatiques et l'adaptation transformationnelle, telle que la migration de la population issue de certaines régions. [\[Interview\]](#)



Ishmael Sunga



Charlotte de Fraiture

Le statut de l'agriculture dans les négociations sur le CC

Annette Friis, directrice de la politique sur le changement climatique, membre du conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation et membre de l'organisation mondiale agricole, a souligné que si la température moyenne mondiale augmentait de 4 degrés, les agriculteurs se verraient obligés d'accroître leur production alimentaire en plus d'être confrontés à des conséquences désastreuses et de multiples défis. Les négociations de la [CCNUCC](#) ont quelque peu progressé, mais l'agriculture n'a pas suffisamment été intégrée dans les négociations formelles : le premier rapport sur l'atténuation du secteur agricole a été publié en 2008, tandis que les décisions sur l'agriculture ont échouées en 2009 et 2010. Mlle Friis a souligné que le secteur agricole était particulier et incomparable aux autres et, par conséquent, qu'il devait recevoir une place plus importante à l'ordre du jour politique. À l'avenir, davantage d'études et de recherches sur le potentiel d'atténuation de l'agriculture devraient être organisées, la production agricole devra s'intensifier de façon durable et l'accent devrait rester sur la sécurité alimentaire.

Planifications de paysages intelligents face au climat

Tony Simons, directeur général du Centre international pour la recherche en agroforesterie ([ICRAF](#)), a abordé l'approche des paysages alliant éléments physiques (montagnes, végétation, étendues d'eau et rivières), humains (utilisation des terres, constructions) et transitoires (conditions météorologiques) et envisage d'agir à travers des échelles sociales, politiques et biophysiques imbriquées et en interaction en associant des secteurs et parties prenantes multiples et définis pour trouver des synergies et réduire les compromis. Cette approche a été mentionnée lors de la conférence de Rio+20, mais aucune définition formelle n'a été élaborée. M. Simons a démontré que la meilleure façon de réaliser les quatre principaux objectifs de l'agriculture intelligente face au climat – productivité/ revenus, séquestration/atténuation, réduction des émissions, résilience/ adaptation – était l'approche des paysages, qui allie les éléments personnes-lieux-finalité. Les systèmes d'informations et de connaissances doivent être améliorés, y compris les systèmes de conception, de contrôle et d'évaluation, les analyses de compromis, les indicateurs, les mesures et les indices. Un exemple de cette approche est le [Projet MICCA de la FAO](#), qui combine l'augmentation de la productivité et la réduction de l'empreinte écologique en évaluant les pratiques,

en sensibilisant, en testant, en mesurant et en concevant des outils de prévision. [\[Interview\]](#)

Point de vue des agriculteurs ACP

Ishmael Sunga, PDG de la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU), a partagé la position de la SACAU sur l'agriculture et les négociations sur le changement climatique, ainsi que l'importance d'avoir une texte fiable sur l'agriculture durant les négociations, la nécessité d'accords contraignants au sein du régime après [Kyoto](#), la défense de la rationalisation de toute mesure et objectif d'atténuation que l'agriculture devrait fournir, la simplification du mécanisme de financement au sein du cadre CCNUCC, en particulier le [Mécanisme pour un développement propre](#), pour rendre les fonds plus accessibles aux agriculteurs dans des pays en développement, parmi d'autres. Tous ces éléments ne devraient pas mettre en péril les objectifs de productivité et de sécurité alimentaire et le développement durable. La transparence et la gouvernance participative des ressources financières climatiques sont nécessaires. Plus important encore : les agriculteurs devraient être placés au cœur des programmes de recherche et des discussions politiques. Les organisations agricoles devraient également entreprendre des actions proactives pour comprendre le processus et être intégrées dans les organisations



Charlotte Streck



H.E. Vilma McNish



Arslan Aslihan

de changement climatique aux niveaux régional et national.

L'agriculture intelligente face au climat ne devrait pas être considérée comme une fin en soi, mais plutôt comme un objectif lié à d'autres composantes. Pour les agriculteurs, il importera de découvrir ce qui rend profitable ce type d'agriculture. Les informations doivent être rendues plus largement accessibles afin que les agriculteurs puissent prendre des décisions sur les opérations et éviter les pertes de rendement. Les organisations agricoles et les autorités doivent collaborer dans la prise de décision stratégique et efficace au niveau opérationnel.

Obtenir des financements en faveur d'une agriculture intelligente face au climat

Charlotte Streck, directrice de Climate Focus et ancienne conseillère auprès de la Banque mondiale, a souligné que la priorité absolue du changement climatique était l'adaptation et la résilience face au climat. Cependant, le problème principal pour les agriculteurs est que les finances climatiques sont beaucoup plus faciles d'accès pour l'atténuation grâce aux [systèmes MRV](#) (mesure, rapport et vérification). Dès lors, nous avons donc besoin de projets pilotes destinés à combiner l'agriculture intelligente face au climat, qui se concentrent tant sur les avantages tant de la résilience que de

l'atténuation. Il existe de nombreux obstacles à l'adoption d'une agriculture intelligente face au climat en fonction du pays, de la région, et des types de cultures, et des programmes ne peuvent être élaborés que si ces obstacles sont surmontés. Parmi les mesures d'incitation financière que devraient soutenir les gouvernements figurent les paiements basés sur la production et les résultats, l'accès direct à des prêts ou à d'autres produits financiers, des mécanismes de partage des risques et d'autres mesures d'incitation destinées à augmenter les investissements privés.

Les sujets abordés lors de la séance de question-réponse après le premier panel ont été les nombreux défis concernant la réalisation de l'agriculture intelligente face au changement climatique, qui empêche de l'appliquer à une plus grande échelle, l'importance de transformer les produits au niveau local au lieu de les transporter à travers le monde, la question de savoir comment équilibrer les mesures d'incitation pour les agriculteurs pauvres et le fait de garantir que les projets ne surchargent pas les clients de mesures et de rapports. Le problème le plus important dans beaucoup de pays ACP est l'incapacité de gérer l'environnement et l'élevage simultanément. Certains projets, tels que des fours améliorés, présentent une solution d'efficacité en gain de temps, mais sont considérés comme inappropriés dans les pays où la cuisine est perçue comme une activité sociale.

Amplifier les innovations et les réussites

Le deuxième panel a été modéré par S.E. Vilma McNish, Ambassadrice de la Jamaïque en Belgique et en UE et a abordé les possibilités et innovations éventuelles pour atteindre une agriculture intelligente face au climat.

Arslan Aslihan, économiste des ressources naturelles pour la division du développement agricole auprès de la FAO, a fourni des informations sur un des projets en cours de la FAO pour atteindre une [agriculture intelligente face au climat, le MICCA](#) (Mitigation of Climate Change in Agriculture), qui met l'accent sur des preuves, dépend du contexte et qui évalue les synergies et les échanges pour de multiples objectifs. Le projet a débuté en 2009 et a été lancé début 2012. Les activités consistent entre autres à définir un point focal national et des domaines prioritaires pour l'agriculture intelligente face au climat, à établir des liens avec les partenaires de recherche nationaux, à lancer des analyses de synergies et des obstacles à l'adoption en exploitant les données existantes et en élaborant un cadre logique détaillé par pays, afin de gérer les risques climatiques, d'élaborer des politiques cohérentes et des investissements pour évaluer les priorités, et ce dans le but de les relier au financement du changement climatique et diriger des projets futurs. Le projet a évolué avec une série de pratiques prioritaires des autorités. Ces socles sont assemblés pour élaborer des politiques cohérentes. [\[Interview\]](#)



Koli N. Rao



Carlos Fuller



Taito Nakalevu



Moses Tenywa

Assurance basée sur l'indice pour les petites exploitations

Koli N. Rao, responsable de la gestion des risques auprès de l'*Agricultural Insurance Company d'Inde*, a abordé les défis et les avantages de l'assurance basée sur l'indice pour les cultures. En Inde, le besoin de ce type d'assurance découle de nombreux facteurs : le nombre élevé de petites exploitations agricoles, leur isolement et leur inaccessibilité, une faible valeur unitaire, une grande variété de cultures et la variabilité des précipitations causée par la mousson, qui génère une imprévisibilité agricole dans un pays où un tiers de la population est exposé aux sécheresses et un sixième aux inondations.

Le *National Agricultural Insurance Scheme* (NAIS) a été introduit en 1999 et est aujourd'hui opérationnel dans tout le pays. Tous les agriculteurs peuvent y faire appel et le système couvre les cultures alimentaires, les graines oléagineuses et les cultures commerciales/horticoles annuelles. Parmi les difficultés à surmonter figurent le retard de rapport des rendements (près de 4 à 6 mois) et le règlement des réclamations. Le NAIS a été modifié en 2010 en vue d'y opérer des améliorations, comme les paiements en cas de mauvaise saison, entraînant ainsi une augmentation de 25 % des assurances pour l'ensemble des exploitations agricoles en 2011 (30 millions d'agriculteurs dans tout le

programme) et couvrant 40 millions d'hectares de terres.

Les caractéristiques clés de l'assurance des cultures sont entre autres le lien avec le crédit et les prêts obligatoires pour les agriculteurs, des primes au financement bancaire, une couverture des risques basée sur le coût de production, et des sources de données météorologiques provenant de fournisseurs de données aussi bien privés que publics. Les principaux défis sont les risques de base, les problèmes d'illettrisme financier, l'assurance des cultures contre d'autres programmes de subvention, les produits techniquement complexes (indice météorologique), les estimations de rendement sensibles à la manipulation et les attentes irréalistes de la part des agriculteurs. Parmi les dernières initiatives, citons par exemple l'indice météorologique et l'indice de rendement pour les cultures de grande valeur, les téléphones portables munis de GPS pour évaluer l'estimation de rendement, l'estimation de zone basée sur des images satellites et des rapports en matière de santé des cultures, ainsi que le *Remote Sensing based Information and Insurance for Crops in Emerging Economies* (RIICE) [\[Interview\]](#)

Approches intégrées dans les Caraïbes

Carlos Fuller, expert au *Caribbean Community Climate Change Centre* (CCCCC), a expliqué que la hausse des températures dans les Caraïbes était plus rapide que la moyenne mondiale – 6 à 7 degrés au lieu de 4 degrés Celsius, entraînant une urgence accrue de s'adapter au changement climatique. Le premier projet lié au changement climatique mis en œuvre par le CCCCC était le projet MACC, de 2004 à 2008, qui comprenait modèles climatiques et évaluations pilotes de la vulnérabilité en Guyane, en particulier pour le riz, le sucre et l'élevage. Un projet similaire a été mis en œuvre pour entraîner des experts de Belize à la réalisation d'évaluations de la vulnérabilité sur le sucre et les cultures d'agrumes béliziens. À présent, il met en œuvre un système d'irrigation à la Dominique avec les autorités guyanaises en vue d'introduire l'irrigation dans une zone qui est dextrement cultivée (20 hectares) et dont 20 % de l'eau provient des précipitations. Un autre développement récent a eu lieu en juillet 2009 lorsque les chefs de gouvernement de la *CARICOM* ont approuvé le cadre régional pour la réalisation du développement de la résilience face au changement climatique, ainsi qu'en mars 2012, lors de l'approbation du plan de mise en œuvre du cadre 2011-2021. Le CCCCC travaille à présent avec des organisations internationales et



régionales en vue de trouver des ressources financières pour mettre en œuvre le plan. [\[Interview\]](#)

Adaptation au changement climatique et atténuation du phénomène dans le Pacifique

Taito Nakalevu, gestionnaire de projet du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (*Pacific Adaptation to Climate Change, PACC*) pour le [PROE](#), a partagé des informations sur le [programme PACC](#). Les problèmes du Pacifique sont réglés au niveau régional en raison de la petite taille des régions et des vulnérabilités communes auxquelles elles sont confrontées. Plusieurs plans et cadres dans la région sur lesquels les pays et les territoires pourront s'orienter dans les années à venir ont été définis. Avec l'aide des autorités australiennes, le programme scientifique PACC a été lancé lors de la [COP17 à Durban](#) afin d'élaborer des réponses d'adaptation sur mesure pour les effets spécifiques du changement climatique qui sont déjà présents dans la région. Parmi les derniers développements, on compte des Plans d'action conjoints sur le changement climatique, des RRC et la gestion des risques, la sécurité alimentaire, et en 2015, des cadres régionaux seront intégrés dans un cadre unique pour permettre à la région de gérer des problématiques intersectorielles. Les programmes d'agriculture intelligente face au climat doivent être faits sur mesure, en fonction des besoins de

chaque pays en matière de sécurité alimentaire. Par exemple, à Palau, il existe une pratique traditionnelle de gestion et d'assainissement des eaux selon laquelle l'eau est canalisée à l'aide de champs de taro en vue de diminuer les inondations d'eau salée. Un autre domaine en plein essor est l'adaptation axée sur les écosystèmes (ecosystem based adaptation, EbA), qui part du principe qu'un écosystème sain se redressera rapidement s'il est touché par le changement climatique. En outre, le projet PACC soutient les infrastructures résistantes au changement climatique dans les États fédérés de Micronésie et sur l'île d'Epi, située dans l'archipel du Vanuatu, car l'état médiocre des routes ne permet pas à la population rurale de contribuer à la durabilité de leurs moyens de subsistances ni de son développement.

Conjuguer sécurité alimentaire, adaptation et atténuation en Afrique de l'Est

Moses Tenywa, directeur de l'Institut de recherche agricole de l'Université de Makerere en Ouganda, a abordé le potentiel élevé du piégeage du carbone pour l'agriculture dans certains pays africains. Depuis les années 80, la partie nord-est de l'Ouganda a connu de nombreux changements en matière de dégradation des terres, de population, d'organismes nuisibles et de maladies, de modèles météorologiques, d'effondrement de coopératives, entraînant une demande plus importante

en nourriture et une baisse des rendements. Parmi les principales technologies et pratiques destinées à renforcer l'adaptation et l'atténuation, citons la collecte d'eau, la rotation des cultures avec des légumes et la culture intercalaire. Dans le sud-ouest de l'Ouganda, plusieurs entreprises peuvent se trouver sur les mêmes terres, mais il existe toujours des lacunes importantes en matière de connaissances techniques. Davantage d'investissements sont nécessaires pour que l'agriculture de conservation ou à travail réduit augmentent les matières organiques des sols. Parmi les pratiques agroforestières qui contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre figure l'utilisation de bananes très adaptables, intercalées avec du café, et qui ont une empreinte écologique faible. Les autres stratégies de renforcement de la résilience des agriculteurs comprennent les innovations au sein de la chaîne de valeur, qui créent des incitations pour les communautés, la mobilisation et la sensibilisation, la planification participative, la formation, la mise en œuvre collective, et les S&E participatives.

Après le deuxième panel, la séance de questions-réponses s'est penchée sur la nécessité de se concentrer sur les petits producteurs et d'autres parties prenantes, l'engagement limité des autorités dans les pratiques agricoles et la durabilité de l'agriculture intelligente face au climat. D'autres questions visaient à savoir si la stratégie du changement climatique devrait être régionale ou nationale ou s'enquerraient de l'aggravation des conflits entre les éleveurs pastoraux et les agriculteurs qui subissent une perte de terres en raison du changement climatique.

En savoir plus sur le Web

- Briefings de Bruxelles : <http://bruxellesbriefings.net>
- Agriculture intelligente face au climat : <http://tinyurl.com/dxyhp7o>
- Reader : <http://tinyurl.com/9axbxcx>
- Prochain briefing : La résilience agricole.